

Les Amériques en octobre 2001



Les temps difficiles

Afef Benessaïeh et Christian Deblock

Tandis que l'économie américaine s'enfonce dans la récession, les institutions économiques internationales, les unes après les autres, tirent la sonnette d'alarme. Pour l'Organisation mondiale du commerce (OMC), la croissance du commerce mondial devrait connaître un net ralentissement en 2001. Au mieux, la croissance du commerce des marchandises devrait s'établir à 2 % cette année, alors qu'elle était de 12 % en 2000. Avec le recul du commerce mondial, les grands perdants seront les pays en développement. La Banque interaméricaine de développement (BID) annonce de son côté que l'Amérique latine connaît une de ses périodes les plus difficiles depuis plusieurs décennies, ce qui pourrait entre autres affecter le processus de réformes structurelles et de stabilisation économique enclenché depuis les années 80, ce à quoi elle propose de remédier grâce à l'allocation de lignes de crédits d'urgence. La Banque

mondiale, quant à elle, parle de sombre tableau à court terme pour les pays en développement, en raison du fléchissement économique survenu simultanément aux États-Unis, en Europe et au Japon. Elle s'attend à ce que la croissance des pays en développement tombe à 2,9 % cette année (5,5 % en 2000), l'Amérique latine et les Caraïbes étant la région la plus touchée, avec un taux de croissance de 0,9 %. En raison du ralentissement de la demande, les pays en développement pourraient, selon l'organisme, voir le taux de progression de leurs exportations baisser de dix points de pourcentage. L'Organisation internationale du travail (OIT) est plus pessimiste encore. Selon son directeur général, Juan Somavia, ce sont 24 millions d'emplois qui seront perdus l'année prochaine en raison de la récession mondiale, ce à quoi il faut ajouter près de 9 autres millions en raison du marasme dans l'industrie hôtelière et

touristique. Rappelant qu'à l'heure actuelle, ce n'est pas moins de 1 milliard de personnes qui sont sans emploi dans le monde et que 80 % de ceux qui travaillent n'ont accès à aucune protection sociale de base, Juan Somavia a souligné dans son rapport présenté en ouverture du Forum global sur l'emploi que le fossé se creuse entre les pays développés et les pays en développement, ces derniers étant aux prises avec trois problèmes : les contraintes d'une dette élevée, des problèmes de liquidité et un manque chronique de capitaux productifs. Le pire danger, selon lui, serait que les pays développés optent pour des politiques expansionnistes alors que les pays en développement se verraient contraints d'appliquer des mesures d'austérité et d'ajustement structurel plus sévères encore.

Qu'à cela ne tienne, les États-Unis sont plus décidés que jamais à aller de l'avant dans leur croisade pour le libre-échange. Après le Représentant au Commerce, Robert B. Zoellick, c'est

maintenant au tour du Secrétaire d'État, Colin Powell, de s'engager et d'annoncer rien de moins que la promotion du commerce fait partie intégrante de la "boîte à outil diplomatique" des États-Unis. Même son de cloche du côté de l'OMC où, en préparation de la conférence ministérielle de Doha, on ne manque pas de faire le lien entre ouverture commerciale, d'un côté, et développement et reprise économique mondiale, de l'autre.

Dans le Cône sud, l'obstination de Domingo Cavallo à maintenir la parité du peso argentin sur le dollar américain est en train de tourner au cauchemar. Critiqué de toute part, à commencer par Allan Greenspan et par Ricardo Hausmann de la BID, celui-ci a perdu toute crédibilité auprès des marchés financiers, tout un chacun craignant maintenant que la crise argentine, après avoir mis à terre le MERCOSUR, se propage et, par effet de contagion, provoque une nouvelle crise financière majeure.

*
* *

Conjoncture économique

Marchés financiers et sécurité économique

- Après l'*Institute of International Finance* (voir chronique de septembre), c'est maintenant au tour de l'agence de notation financière Standard & Poor's de tirer la sonnette d'alarme. Dans son dernier examen des systèmes financiers (*Global Financial System Stress*) publié le 9 octobre, l'agence n'y va pas par quatre chemins : la plupart des 68 systèmes financiers examinés sont sous tension ou risquent d'être confrontés à des problèmes dans un avenir proche. Les 15 systèmes étudiés sont à peu près tous vulnérables. Soit en raison de la progression

rapide du crédit (États-Unis, Chypre, Égypte, Islande), soit en raison des faiblesses structurelles (Allemagne, Chine, Taiwan), soit en raison des risques souverains (Argentine, Liban, Turquie), soit encore en raison de leur incapacité de se transformer (Japon, Thaïlande).

Les tableaux sont très révélateurs. Aux États-Unis, la croissance du crédit a été, ces dernières années, phénoménale. Le crédit au secteur privé est passé, en pourcentage du PIB, de 95 % à 142 % entre 1993 et 2000. À titre de comparaison, pour le Canada, qui, en passant, affiche d'excellents résultats, le rapport est passé,

pendant la même période, de 80 % à 79 %. Les États-Unis continuent de figurer parmi les pays pour lesquels le ratio des actifs problématiques (*Gross problematic assets*) au PIB est acceptable, entre 5 et 15 %, mais l'agence s'inquiète de la détérioration prévisible de la qualité du crédit (cartes de crédit, crédit hypothécaire, etc), ainsi que des effets qu'aura sur le système financier la chute des prix des actifs.

- Évidemment, comme on pouvait s'en douter, l'agence n'épargne pas l'Argentine. Elle a d'ailleurs abaissé deux fois ce mois-ci (une cinquième et sixième fois depuis le début de l'année) la cote de sa dette à long terme, qui est ainsi passée de B- à CCC+, puis à CC (30 octobre). En fait, les investisseurs étrangers ont perdu toute confiance. La prime de risque (*spread*) a plus que doublé ce mois-ci (voir chronique de septembre), pour approcher les 2500 points de base début novembre. La dette publique est évaluée à 132 milliards de \$ É.U., et, de l'aveu même du ministre de l'économie, Domingo Cavallo, l'économie s'est enfoncée un peu plus encore dans dépression au cours du troisième trimestre.

Standard & Poor's identifie trois problèmes : les pressions qui font suite aux retraits bancaires, le fardeau de la dette publique, dont la qualité se détériore dangereusement, et l'environnement économique défavorable qui menace les portefeuilles de prêt du secteur privé. L'agence ne craint pas trop pour les banques, pour la plupart étrangères. Ses craintes portent plutôt sur la dette publique, ainsi que sur les effets en chaîne des réductions de crédit octroyés au secteur privé et des retraits des déposants dans un contexte d'aggravation de la conjoncture. Pour l'agence, l'économie financièrement est financièrement étranglée, les perspectives de voir la conjoncture économique se retourner à court terme ne sont pas bonnes et les risques de contagion en cas de cessation de paiements sont très réels. (<http://www.standardandpoors.com/>)

Dans l'immédiat, le ministre des Finances, Domingo Cavallo, s'est rendu à Washington pour y rencontrer William McDonough, le président de la Réserve fédérale de New York, et plusieurs banquiers, tandis que, de son côté, le FMI a envoyé une délégation à Buenos Aires pour discuter de la possibilité de procéder à un versement anticipé d'une tranche de crédit de 1,2 milliards de \$ É.U. Parallèlement, le gouvernement a demandé à la banque Merrill Lynch de négocier une restructuration de la dette extérieure, ce qui a eu pour effet immédiat de provoquer un véritable vent de panique sur les marchés boursiers, à Buenos Aires mais également à New York. Manifestement, Cavallo tente de forcer la main des banquiers, ce qui reviendrait à reconnaître que l'Argentine est *de facto* en cessation de paiements. Enfin, dans un climat de confusion totale, le président argentin, Fernando de la Rúa, a présenté jeudi 1^{er} novembre un nouveau plan de réformes et de restructuration de la dette. Il offre la possibilité aux investisseurs la possibilité de convertir les dettes en de nouvelles obligations garanties et offrant 7 % d'intérêt. Le gouvernement prévoit, grâce à ce nouveau plan, réduire de 4 milliards de \$ les paiements d'intérêt. Pour relancer l'économie, le gouvernement propose quelques mesures fiscales, notamment la diminution des contributions mensuelles des salariés aux fonds de pension privés. de 11 % à 5 %, ainsi qu'une diminution de la taxe de vente sur les cartes de crédit. Il promet également de lutter contre l'évasion fiscale.... L'Argentine a immédiatement reçu l'appui du G-7, du FMI et des États-Unis, mais ni ces derniers, ni le FMI n'ont jugé nécessaire de lui apporter une nouvelle aide financière. Les marchés financiers n'ont pas tardé à réagir et à sanctionner le gouvernement pour le caractère très évasif de ce nouveau programme et, surtout, pour le peu de garanties financières qu'il apportait. Résultat, la prime de risque a bondi vendredi 2 novembre, à 2500 points de base, soit le plus haut niveau jamais atteint depuis que la firme J. P. Morgan a commencé à suivre cet indice en 1993.

La question est maintenant ouvertement posée : un changement radical de politique économique s'impose, de toute urgence. Même Ricardo Haussmann, qui avait pourtant fortement appuyé la politique d'arrimage du peso argentin au dollar américain, recommande maintenant de laisser flotter celui-ci, d'adopter des cibles en matière d'inflation et de procéder à une redénomination de la dette dollarisée en pesos indexés. La hausse du dollar et la dépréciation du real, de près de 60 % depuis janvier 1999, ne sont pas étrangers à la crise financière que traverse l'Argentine, mais, quoi qu'en dise Cavallo, critiquant à tout propos le Brésil pour sa politique monétaire, il ne s'agit là que d'une partie du problème. L'expérience le montre maintenant clairement, les politiques de taux de changes fixes ne fonctionnent pas, à commencer dans les pays en développement qui n'ont ni la capacité ni les institutions financières pour soutenir de telles politiques. Les équilibres financiers et commerciaux sont fragiles, et si, dans un premier temps, les systèmes d'arrimage ou de conseils monétaires peuvent offrir des garanties intéressantes pour les investisseurs étrangers, très rapidement, les pays qui ont opté pour de tels systèmes se trouvent confrontés à deux types de problème, de compétitivité d'une part et de surcharge financière d'autre part. Même la dollarisation n'est pas une option réaliste, puisque les pays qui choisissent cette voie se trouvent alors à dépendre du comportement du dollar sur les marchés monétaires internationaux. Fait intéressant, même à Hong Kong, on commence à s'interroger sur les effets pervers des caisses d'émission et du système de parité fixe (le dollar américain vaut 7,80 \$ de Hong Kong)

En s'accrochant coûte que coûte au système de parité fixe, l'Argentine n'a eu d'autre choix pour faire face à ses engagements financiers et demeurer concurrentiel que d'adopter des politiques d'austérité, pour ne pas dire déflationnistes, qui, en précipitant l'économie dans la récession, n'ont fait qu'aggraver les

déséquilibres financiers et conduit le pays à la ruine. Pire, la politique suivie prend tout le monde en otage : les banques, qui ne peuvent sortir du pétrin financier dans lequel elles se trouvent maintenant ; le FMI, qui voit sa crédibilité comme garant des montages financiers remise en question ; les États-Unis, qui ne peuvent se payer le luxe d'une crise financière majeure à leur porte ; et surtout, la population qui doit supporter en chômage et pauvreté le coût social d'une telle politique. Le cas de l'Argentine deviendra un cas d'école, mais, dans l'immédiat, ce n'est ni dans la fuite en avant dans la dollarisation, ni en faisant semblant de croire que les politiques suivies et appuyées par le FMI vont finir par produire des résultats que le pays va pouvoir trouver une issue à la crise financière qu'il traverse. La menace de cessation de paiements est sérieuse, et, dans la conjoncture actuelle, ses effets seraient désastreux, à commencer pour l'Argentine elle-même qui se trouverait une nouvelle fois placée au ban des marchés financiers. Mais l'Argentine n'a plus le choix. Et les créanciers internationaux et le FMI non plus. Il faut briser la spirale déflationniste et relancer la croissance économique, et, pour ce, l'Argentine doit accepter l'inévitable, dévaluer le peso, convertir sa dette comme le suggère Haussmann, et suspendre les dispositifs, de toute manière irréalisables, d'équilibrage budgétaire.

C'est d'un véritable plan de relance économique dont a besoin l'Argentine, en concertation avec ses partenaires du MERCOSUR, au premier chef le Brésil. Mais l'Argentine ne peut agir seule. Le FMI doit reculer et reconnaître que ses politiques de stabilisation forcée n'ont eu d'autre effet que d'étrangler le pays. Comme le rappelait Stanley Fischer, l'ancien numéro deux du FMI, et avant lui Joseph Stiglitz, les critères de stabilité macro-économique utilisés par les pays industrialisés ne sont pas appropriés pour les pays en développement. Il en va de même des politiques d'ajustement structurel, qui demandent, pour être appliquées, un cadre économique et institutionnel

suffisamment solide pour affronter la concurrence internationale, ce qui fait justement défaut dans les pays en développement. Ni le laxisme macro-économique, ni le protectionnisme ne sont une solution, mais encore faut-il que les politiques macro-économiques et les réformes structurelles soient mises en œuvre avec discernement, avec pragmatisme et avec la collaboration étroite des institutions économiques internationales. Jusqu'à présent, ces dernières n'ont jamais fait preuve de souplesse, préférant au fil des années empiler les programmes de réforme les uns sur les autres comme on empile des assiettes, mais sans jamais abandonner pour autant le postulat de base de leur approche en vertu duquel l'équilibre est une donnée fondamentale de la vie économique, un postulat que Keynes avait pourtant de son temps rejeté mais auquel on continue de s'accrocher, et ce, même si les faits vont à l'encontre de tous les enseignements économiques.

Un nouveau plan de restructuration de la dette argentine s'impose également, et sans doute les créanciers sont-ils prêts à accepter de nouvelles modalités de remboursement, mais encore faut-il que ce nouveau plan ne soit pas un plan de plus, mais plutôt l'occasion de mettre en place, comme le suggérait également Fischer, un cadre de restructuration des dettes qui soit mieux adapté aux réalités des pays en développement, que les pénalités ne soient pas aussi sévères que ce n'est le cas actuellement, et surtout que le fardeau de l'ajustement ne pèse pas uniquement sur les seules épaules du pays concerné mais qu'il soit partagé entre le pays débiteur et les pays créanciers. N'était-ce pas dans cet esprit que Keynes avait fait ses propositions en vue de reconstruire le système financier international après la Guerre ? N'était-ce pas aussi dans cet esprit que l'économie européenne a été reconstruite après la Guerre à l'époque du Plan Marshall, grâce en particulier à l'Union européenne des paiements ? Ce système original, inspiré du plan Keynes, permit aux pays européens de

recréer leur système d'échanges commerciaux et de retrouver rapidement leur place dans l'économie mondiale, simplement parce que, de manière fort pragmatique, on avait relâché temporairement, grâce à ce système, la contrainte des sacro-saints équilibres financiers. Pourquoi ne pas s'en inspirer ? Le pire serait maintenant que l'Argentine soit laissée à elle-même, chacun estimant en avoir assez fait pour un pays qui ne respecte pas ses engagements financiers, ni sa parole donnée. (voir également la chronique de Pablo Heidrich).

- Les grands argentiers du monde ont, en ce moment, d'autres priorités que l'Argentine ... La rencontre des ministres des Finances et des gouverneurs des banques centrales du G-7 à Washington le 6 octobre a principalement porté sur les mesures à prendre sur le terrain financier pour lutter contre le terrorisme. Le *Plan d'action pour contrer le terrorisme* qui a été adopté à cette occasion vise à renforcer la coopération à l'intérieur du G-7 et au-delà. Tout d'abord, les ministres et gouverneurs se sont entendus pour mettre rapidement en application les résolutions 1333 et 1373 du Conseil de sécurité des Nations Unies relatives au gel des avoirs financiers des groupes terroristes et ratifier dès que possible la Convention des Nations Unies pour la répression du financement du terrorisme. Ils ont par ailleurs demandé au Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux (GAFI), lors de la réunion plénière extraordinaire à Washington les 29 et 30 octobre, d'engager de nouvelles initiatives. Il lui est notamment demandé de revoir à la lumière des derniers événements les 40 recommandations qui constituent la norme dans le domaine de la lutte contre le blanchiment des capitaux, de donner de nouvelles orientations aux institutions financières et de définir des critères pour identifier les pays qui financent le terrorisme. Parallèlement, ils ont donné un appui fort aux travaux du Groupe Egmont.

Ce Groupe, dont le nom est emprunté au Palais Egmont-Arenberg (Bruxelles) où s'est tenue, en 1995, la première rencontre officielle, se compose de 58 pays et a pour mandat de favoriser l'échange d'informations et la coopération entre les services de renseignements financiers (Financial Intelligence Units). Ses travaux se font en parallèle et de manière complémentaire à ceux du GAFFI. Enfin, les ministres des Finances et les Gouverneurs des banques centrales ont, tout en appuyant ses travaux, demandé au Comité de Bâle sur le contrôle bancaire, d'inclure dans ses nouvelles normes prudentielles des dispositions supplémentaires sur le financement du terrorisme. Même chose du côté du FMI et du côté du Forum sur la stabilité financière, à qui il est demandé au premier de ne plus financer les pays soutenant le terrorisme et au second d'intensifier ses travaux sur les activités de surveillance des centres financiers *offshores*.

De son côté, lors d'une réunion extraordinaire tenue à Washington, les 29 et 30 octobre, le Groupe d'action financière (GAFI) a vu son mandat élargi et un nouvel agenda de travail lui a été confié par ses 29 membres. En fait, comme l'ont noté les observateurs, ce sont les États-Unis, représentés entre autres par le ministre de la Justice, John Ahcroft, qui ont dirigé les opérations, reléguant dans l'ombre la présidente du groupe, la Hongkongaise, Clarie Lo. Toujours est-il que le GAFI voit son champ de compétence étendu au-delà du blanchiment des capitaux pour couvrir également le financement du terrorisme. Huit (8) recommandations spéciales ont été adoptées : (1) la ratification de la Convention de l'ONU de décembre 1999 relative au financement du terrorisme ; (2) l'incrimination pénale des délits de financement du terrorisme ; (3) le gel et la confiscation des avoirs des terroristes conformément à la résolution 1373 des Nations Unies ; (4) la déclaration des transactions suspectes liées au terrorisme ; (5) le renforcement de la coopération entre les autorités judiciaires ; (6) l'imposition des

obligations de lutte contre le blanchiment de capitaux aux systèmes alternatifs de paiements ; (7) le renforcement des mesures d'identification dans les transferts électroniques de fonds, internationaux et domestiques ; (8) l'obligation de transparence de la part des personnes morales, notamment des organisations caritatives.

Pour louables que soient toutes ces initiatives, la question demeure toujours de savoir jusqu'où iront ces efforts conjoints dans la mesure où le problème ne se limite pas seulement au financement du terrorisme et au blanchiment de l'argent « sale ». Des montants importants de capitaux « propres » transitent également par les centres extraterritoriaux, et nombreuses sont les sociétés écrans qui y sont installées. D'un autre côté, les sources de financement du terrorisme sont, dans bien des cas, légales et les transferts de fonds portent généralement sur de petits montants, de 1000 \$ en moyenne selon les experts, ce qui rend difficile le contrôle. Le laxisme, sinon la complaisance des gouvernements doit aussi être pointé du doigt. À cet égard, le fait que les États-Unis aient décidé de porter en appel à l'OMC le différend qui les oppose à l'Union européenne sur traitement fiscal des « sociétés de ventes à l'étranger » est un très mauvais signal. Si la ligne directrice doit être celle de la concurrence fiscale et financière entre les pays, ligne qui semble toujours être celle de l'administration américaine, on voit mal comment les efforts et les travaux du FMI, du Comité de Bâle ou du Forum de stabilité financière, pour ne mentionner qu'eux, en vue de consolider l'architecture du système financier international et d'établir des codes de bonne pratique, dans le domaine financier comme dans d'autres domaines, peuvent vraiment aller très loin. Un autre problème, qui a fait d'ailleurs l'objet de débats lors de la rencontre de Washington, a trait au contrôle des organisations caritatives, dans la mesure où la recommandation qui a été adoptée s'applique également aux ONG.

Conjoncture économique dans L'ALENA

- **États-Unis**

Aux États-Unis comme ailleurs dans les Amériques, le climat économique en inquiète plus d'un. La récession se confirme et le recul de l'économie américaine s'annonce beaucoup plus prononcé que les propos modérés de l'administration Bush ne veulent le laisser entendre.

Mercredi 24 octobre, la Réserve fédérale a publié son *Livre beige*. Le ton est on ne peut plus pessimiste. L'activité économique continue de faiblir et l'impact des attaques du 11 septembre risque d'être durable selon l'institution financière. La prochaine réunion du comité de la politique monétaire est prévue pour le 6 novembre. À en croire les propos du président de la Fed, Alan Greenspan, il ne semble pas que celle-ci modifie ses taux à cette occasion, ce que souhaitent pourtant les marchés financiers. Entre temps, celui-ci essaie du mieux qu'il peut de rassurer les consommateurs et les marchés financiers. Témoignant le 17 octobre dernier devant le Congrès, celui-ci, fort évasif sur l'impact des attentats du 11 septembre sur l'économie américaine, s'est contenté de dire que l'économie était en train de se stabiliser avant que ces derniers ne surviennent. Évitant d'entrer dans le débat sur le programme de relance de l'administration, il a préféré se faire l'avocat d'un programme de soutien du secteur de réassurance, particulièrement touché, un antidote, selon lui, contre les incertitudes actuelles. Même son de cloche de la part de Paul O'Neil et Lawrence Lindsey, l'un et l'autre évitant de parler de récession mais plutôt de recul limité de l'activité économique. Mais le ton n'y est plus. Les faits sont là, et les statistiques tombent, toutes plus mauvaises les unes que les autres.

Le trafic aérien a chuté de 11 % au troisième trimestre aux États-Unis, de 32 %

pour le seul mois de septembre. Le recul de la production industrielle a été marqué en septembre : - 1 % (- 0,7 % en août). Sur un an, la baisse est de - 5,8 %. La production manufacturière a baissé de - 1,1 % (- 0,9 % en août), tandis que la production de biens de consommation a baissé de - 3,2 % sur une base annuelle au troisième trimestre, la baisse la plus forte depuis le premier trimestre 1991. Le taux d'utilisation de la capacité de production se situe à son plus bas niveau depuis juin 1983 : 75,5 %, contre 76,4 % en août. Les nouvelles commandes de biens durables ont également baissé, pour un quatrième mois consécutif, de - 8,5 % par rapport au mois précédent ; sur un an, la baisse est de 21,6 %. Les principaux secteurs touchés sont celui du transport (- 15,9 % par rapport à août), mais également celui des ordinateurs et des équipements électroniques, - 9,1 % par rapport au mois précédent. Le transport mis à part, les nouvelles commandes ont baissé de - 5,5 % et les expéditions de - 3,7 %. Ces dernières sont au plus bas depuis mars 1997, en baisse de 3,2 % pour le troisième trimestre par rapport au trimestre précédent. Signe des temps, les commandes de matériel de défense ont par contre augmenté, de 4,6 % par rapport au mois précédent, et les expéditions, de 1,3 %.

Le 31 octobre, jour de l'Halloween, le Département du Commerce a publié ses statistiques trimestrielles du PIB. Le recul attendu de l'activité économique se confirme. Pour une fois, les économistes ne s'étaient pas trompés dans leurs prévisions. Le président du Conseil économique de la présidence (*Council of Economic Advisers*), R. Glenn Hubbard, avait prévu une baisse du PIB de - 0,5 % pour le troisième trimestre ; elle est de - 0,4 %. De nouveau, ce sont les dépenses personnelles (+ 1,2 %) et la construction résidentielle (+ 1,9 %) qui ont permis de freiner le ralentissement de l'activité économique. Cela dit, la très mauvaise nouvelle, c'est que la consommation des ménages a chuté de - 1,8 % en septembre, par rapport au mois précédent. Il s'agit de la plus forte baisse

mensuelle depuis janvier 1987, et le premier recul depuis mai 1999. Ces données vont dans le sens des derniers résultats pour l'indice de confiance des consommateurs du *Conference Board* : l'indice est tombé en octobre à son plus bas niveau depuis sept ans, de 11,5 points, soit une quatrième baisse consécutive. Les investissements des entreprises, de leur côté, ont chuté de - 11,9 % au troisième trimestre (- 14,6 % au deuxième trimestre), les exportations de biens et services de - 16,6 % (T2 : - 11,9 %) et les importations de - 15,2 % (T2 : - 8,4 %).

Autre mauvaise nouvelle : l'emploi a chuté brutalement en octobre et le taux de chômage a fait un bond, pour s'établir à 5,4 %. Selon le Département du Travail, l'emploi a chuté de 619 000 en octobre, pour s'établir à 134,6 millions. Le nombre de sans-emplois a augmenté de 732 000, pour s'établir à 7,7 millions, et le taux de chômage est passé de 4,9 % à 5,4 %. Enfin, la dernière enquête de l'Association nationale des directeurs d'achat des entreprises manufacturières (NAPM) confirme également l'entrée en récession de l'économie américaine. L'enquête, publiée le 1^{er} novembre, indique que l'indice composite d'activité (PMI) de l'association a chuté de 7,2 points en octobre par rapport à septembre (sept. : 47,0 ; octobre : 39,8), alors qu'on s'attendait à une baisse d'environ 2,5 points. Tous les indices (commandes, inventaires, emploi, exportations etc.) indiquent une très nette détérioration selon l'enquête. L'indicateur des nouvelles commandes, par exemple, est tombé de 50,3 à 38,3 en un mois, tandis que celui de la production est tombé à 40,9, contre 51,3 en septembre. (<http://www.napm.org>).

Tout le monde s'attend maintenant à ce que le quatrième trimestre soit très mauvais et rien ne laisse entrevoir pour le moment une reprise de l'activité économique avant, au mieux, le milieu de l'année 2002. Les neuf baisses successives des taux directeurs de la Réserve fédérale n'ont pas empêché l'économie américaine de

poursuivre sa glissade dans la récession. Le Plan Bush de relance économique permettra-t-il de faire mieux maintenant ? Celui-ci n'est pas encore mis en œuvre que déjà il suscite doute et controverse.

Si l'administration Bush éprouve quelques difficultés à préserver la cohésion de son alliance militaire dans sa lutte contre le terrorisme, voilà maintenant que, sur ses arrières, les critiques commencent à pleuvoir de toute part sur son programme de relance économique. Joseph Stiglitz, l'un des trois récipiendaires du prix Nobel d'économie cette année, n'y est pas allé de main morte en dénonçant, mercredi 10 octobre, l'inefficacité des remboursements d'impôt comme instrument de relance de l'économie. Les chiffres circulent depuis un mois déjà : à peine 20 % des retours d'impôts ont été retournés dans l'économie. Plutôt que de persévérer dans cette voie, ainsi que le président Bush et le secrétaire au Trésor, Paul O'Neil, en ont fait l'annonce en promettant de nouvelles exonérations fiscales, en faveur des entreprises et des milieux financiers en particulier, Stiglitz suggère d'élargir l'aide aux chômeurs. La critique de l'économiste rejoint la critique de ceux pour qui l'administration présidentielle, cédant à la précipitation, a avant tout voulu satisfaire les lobbies des milieux des affaires, sans prendre en considération l'impact réel qu'auront les mesures annoncées sur l'économie.

Même son de cloche de la part d'un autre prix Nobel, Milton Friedman, pour qui les mesures ne produiront leurs effets que dans plusieurs mois, autrement dit lorsque l'économie américaine sera déjà en reprise. Comme il se doit, Milton Friedman dénonce les risques de dérapage budgétaire et d'inflation du programme de relance, évalué à 1 % du PIB. Même la Réserve fédérale n'échappe pas à sa critique, cette dernière étant accusée par celui-ci d'en faire un peu trop. Les critiques ne viennent pas seulement des milieux académiques, mais également des *think tanks* de droite, qui craignent de voir l'exécutif reculer sur les

mesures fiscales pour obtenir l'appui des Démocrates à la Chambre des représentants et accusent, eux aussi, celui-ci de céder aux groupes de pression. À la Chambre aussi, le débat est devenu houleux et la solidarité patriotique des premiers jours a rapidement fait place aux intérêts partisans. Le programme de relance a finalement été adopté à la Chambre des représentants, mercredi 24 octobre, de justesse, 216 voix contre 214.

Le programme est évalué à 99,5 milliards de \$ pour l'année fiscale 2002, et à près de 160 milliards sur dix ans. Il contient les quatre mesures proposées par le président Bush : le retrait de la taxe minimale sur les entreprises, de nouveaux retours d'impôt (jusqu'à 600 \$ É.U.) pour les bas revenus, une diminution accélérée du taux d'imposition du revenu (de 27 % à 25 %) en 2002 au lieu de 2006, et des facilités supplémentaires d'amortissement pour les investissements en équipements. Le programme s'accompagne de mesures supplémentaires ; entre autres, une diminution du taux d'imposition sur les gains en capital à long terme de 20 % à 18 %, une réduction de l'impôt minimal et des facilités d'imposition permanentes pour les services financiers extra-territoriaux. Le plan de relance de l'administration Bush, élargi par les Républicains, a fait rugir de colère les démocrates ainsi que l'AFL-CIO, qui est montée au créneau pour dénoncer son inéquité et les cadeaux faits aux entreprises. Selon certains critiques, parmi les grands bénéficiaires des mesures annoncées, on retrouverait, comme par hasard, les compagnies pétrolières...

En attendant, le débat se poursuit, chacun campant sur ses positions : les démocrates, sont d'accord sur les montants avancés par l'administration Bush, mais veulent plus de dépenses d'investissement et de dépenses sociales et moins de cadeaux fiscaux, alors que, de leur côté, les républicains veulent davantage de réductions d'impôts pour les entreprises. Le plan, qui devait être adopté avant l'Halloween, ne le

sera sans doute pas avant l'Action de grâce, le président Bush montrant de plus en plus son impatience devant les lenteurs du Congrès alors que la conjoncture économique continue de se dégrader rapidement.

• **Canada**

Pour le moment encore, les statistiques semblent indiquer que l'économie canadienne tient un peu mieux le coup que l'économie américaine. Tout comme pour le mois d'août, l'indice avancé a légèrement progressé en septembre, de + 0,1 %. La demande des ménages se maintient ; celle des entreprises, par contre, continue de faiblir. En août, le PIB est demeuré pratiquement inchangé, en légère hausse de 0,1 % par rapport au mois précédent. La production manufacturière a également augmenté de 0,1 %, mais il convient de rappeler qu'elle a baissé à 8 reprises au cours des 12 derniers mois. Par rapport au mois d'août 2000, elle a baissé de 4,6 %. De son côté l'enquête sur la population active indique que l'emploi a légèrement progressé en septembre, de + 20 000, après trois baisses consécutives, totalisant 35 000 pertes d'emploi. Le taux de chômage est resté stable, à 7,2 %. Au Québec, le nombre d'emplois a augmenté de 24 000 en septembre et le taux de chômage est demeuré inchangé, à 8,4 %. En octobre, l'emploi est demeuré à peu près inchangé, le taux d'emploi se situant à 61,1 %, comme en septembre. Le taux de chômage a, quant à lui, légèrement augmenté, pour passer à 7,3 %. Le taux de chômage est maintenant de 8,5 % au Québec (sept. : 8,4 %) et de 6,6 % en Ontario (sept. : 6,6 %)

La dernière enquête trimestrielle sur les perspectives du monde des affaires dans le secteur manufacturier menée en octobre montre cependant que l'inquiétude gagne les entreprises et que celles-ci s'attendent à un sérieux ralentissement de leurs activités dans les mois qui viennent. À peine 8 % des répondants s'attendent à une hausse de leurs activités au cours du quatrième trimestre. En juillet, la proportion était de 17 %. De même

à peine 9 % des répondants envisageaient d'accroître leurs effectifs au cours des 3 prochains mois, contre 11 % en juillet. Le tiers des manufacturiers prévoit réduire sa production au cours des trois prochains mois et 58 % pensent que leur production demeurera inchangée. Le quart des répondants a également indiqué qu'ils allaient réduire leurs effectifs ; près de la moitié ont indiqué que leurs carnets de commandes étaient inférieurs à la normale mais près de 46 % ont déclaré que le niveau des commandes reçues était à la baisse, contre 41 % en juillet.

La Banque du Canada a pris les marchés par surprise en abaissant, mardi 23 octobre, son taux directeur de 75 points de base, pour le ramener à 2,75 %. Avec cette nouvelle baisse, le taux directeur a ainsi baissé de 300 points de base depuis le début de l'année. (rappelons qu'aux États-Unis, le taux directeur a été abaissé de 400 points de base depuis janvier, pour s'établir maintenant à 2,5 %). Fidèle à son habitude, le gouverneur de la Banque du Canada reste dans les circonstances optimiste et prévoit que le taux de croissance sera, au Canada, de l'ordre de 1,5 % cette année. Mais, de reconnaître que l'économie stagnera voire reculera au deuxième semestre. Mais, comme la Réserve fédérale, la Banque du Canada ne semble plus guère avoir de marge de manœuvre, d'autant que, subissant le contrecoup du recul des marchés des matières premières, le dollar canadien est sérieusement malmené sur les marchés des changes, clôturant à 62,94 cents pour un \$ É.U. le 31 octobre. Plusieurs observateurs, parmi lesquels les économistes de la Banque du Canada, ont noté la relation qui unit le comportement du huard à celui des prix des matières premières. D'autres pays, le Chili en particulier, sont dans la même situation que le Canada, mais cela soulève néanmoins de nombreuses interrogations sur l'économie canadienne. Celle-ci demeure, malgré les changements structurels importants de ces dernières années, encore fortement tributaire des matières premières ; ces dernières

représentent environ 40 % des exportations canadiennes et un peu plus de 15 % du PIB.

Autre signe des temps, tant à Québec qu'à Ottawa, les gouvernements semblent vouloir redonner vie aux relations commerciales transatlantiques, en chute libre depuis plusieurs années. L'Union européenne est le plus grand marché de la planète, mais les exportations vers ce marché représentent à peine 6,6 % des exportations canadiennes de biens et services. En 2000, le Canada a exporté pour 22,1 milliards de \$ can. vers l'UE et les importations en provenance de celle-ci se sont élevées à 33,4 milliards. Les investissements directs canadiens en Europe communautaire s'élevaient, en 2000, à 56,5 milliards de \$ can., et les investissements directs européens au Canada, à 77,9 milliards. Les investissements européens ont fortement augmenté en 2000, de l'ordre de 28 milliards par rapport à l'année précédente, mais l'augmentation est imputable à deux importantes acquisitions : celle de Seagram par Vivendi et celle de Newbridge par Alcatel.

Enfin, mentionnons que Statistique Canada a publié à la fin du mois les données sur le PIB pour les provinces pour l'année 2000. Le PIB, aux prix de 1997, a augmenté de 4,6 % en 2000 (5,1 % en 1999). On notera la bonne tenue de l'économie québécoise, dont le PIB a augmenté de 4,3 % (5,2 % en 1999). Toutefois, contrairement à ce qui s'était produit l'année précédente, le taux de croissance du PIB du Québec a été légèrement inférieur à la moyenne canadienne. Trois provinces ont enregistré de bonnes performances : Terre Neuve (5,6 %) et l'Alberta (5,6 %), grâce au pétrole, et l'Ontario (5,3 %). Le Nouveau-Brunswick a, quant à lui, enregistré des résultats fort mitigés : 1,8 %.

- **Mexique**

Au Mexique, les prévisions économiques vont clairement au plus modeste. On ne parle plus d'un taux de croissance de 4,5 % pour 2001 comme

c'était le cas en début d'année, mais plutôt de croissance zéro, voir de légère contraction de l'activité économique. On est loin du 7 % promis par l'administration Fox pour 2004....

À la différence des États-Unis, où l'on n'a pas hésité à ouvrir les cordons de la bourse pour réactiver l'économie, le gouverneur de la Banque du Mexique (Banxico) a annoncé dès le début d'octobre qu'un resserrement de la politique monétaire serait plus approprié qu'une augmentation des dépenses publiques. Selon ce dernier, une augmentation des dépenses entraînerait "une réaction négative sur les marchés internationaux, augmenterait le déficit public et les taux d'intérêt", ce qui signifie en somme que, récession mondiale ou pas, on espère curieusement que l'économie mexicaine aura les reins assez solides pour tenir bon et, qui plus est, en la mettant à la diète sévère en attendant des temps plus prospères, le gouvernement fait preuve de responsabilité. Le raisonnement est d'autant plus curieux qu'en ces temps difficiles, les marchés financiers attendent plutôt des gouvernements des mesures fortes pour soutenir l'économie.

Pour ce qui va de cette année, on estime par ailleurs qu'entre 280 000 et 500 000 emplois ont été perdus au Mexique. Même avant les événements du 11 septembre, les exportations, ainsi que les revenus générés par l'industrie du tourisme, étaient déjà orientées à la baisse, une tendance qui n'a fait que se creuser depuis lors. Selon l'Institut national de statistiques, géographie et informatique (INEGI), au mois d'août les exportations avaient décliné de 11,9 % par rapport au même mois l'année dernière. Le recul des exportations est imputable à la chute de la demande extérieure pour les produits pétroliers (-28,7 %), mais aussi à celle des produits manufacturés (-2,7 %), notamment dans le secteur de la maquila (-15,9 %). Les importations se sont, quant à elles, contractées de près de - 12, 1 % pour la même période considérée. En août de cette année, le déficit commercial cumulé a atteint les 5,2 milliards de \$ É.U., une augmentation de plus de 40 % par rapport au mois d'août 2000 à la même période (3,7 milliards de \$). Les données pour septembre confirment la tendance à la contraction du commerce extérieur.

Commerce international

Vers Doha

- La rencontre des dirigeants de l'APEC à Shanghai, les 20 et 21 octobre, n'a pas donné lieu à grandes décisions, sinon que tout le monde s'est entendu pour agir et prendre des mesures concrètes dans trois domaines clés : coopérer contre le terrorisme, revigorer le commerce mondial pour répondre au ralentissement de l'économie mondiale, et construire la capacité de promouvoir une croissance soutenue. Dans le cadre de l'APEC, un accord a été signé en vue de réduire les coûts des transactions commerciales de 5 % d'ici 5 ans, de renforcer la procédure

d'examen des politiques commerciales des pays membres, d'accroître la transparence gouvernementale, d'adopter des politiques commerciales qui favorisent le développement de la nouvelle économie, et de créer des sous-groupes de membres qui pourront aller en avant des autres en matière commerciale (*Pathfinders*). Les dirigeants ont par ailleurs adopté une stratégie particulière en vue de renforcer les structures et les institutions de marché en matière de nouvelle économie au sein de l'APEC (*e-APEC Strategy*).

- L'OMC a publié à la fin du mois d'octobre son rapport annuel sur le commerce international (*Statistiques du commerce international 2001*). En volume, le commerce mondial des marchandises a enregistré une croissance record l'année dernière, soit 12 %. L'OMC prévoit pour cette année une croissance qui, compte tenu des fortes incertitudes qui pèsent sur l'économie mondiale, devrait, au mieux, être de l'ordre de 2 %.

On constatera à la lumière du tableau qui suit que le commerce des marchandises a augmenté deux fois et demi plus rapidement que la production pendant les années 1990. En Amérique du Nord, on notera deux choses : premièrement, que le taux de croissance du PIB a été au Canada, tout au long de ces années, inférieur à celui enregistré aux États-Unis et, ce, malgré la forte croissance du commerce avec ces derniers ; deuxièmement, que le Mexique, malgré la crise monétaire de 1994-95, est parvenu à tirer assez bien ses épingles du jeu : la croissance économique a été, en moyenne, supérieure à celle de ses

partenaires et les échanges internationaux ont crû à un rythme deux fois plus élevé que le monde entier. L'Afrique mise à part, l'année 2000 fut une année relativement exceptionnelle du point de vue commercial dans toutes les régions du monde, néanmoins les difficultés du secteur des nouvelles technologies combinées au ralentissement de plus en plus évident de l'économie américaine à partir du dernier trimestre et aux incertitudes économiques, en Asie notamment, ont fait en sorte que la croissance de l'économie mondiale a été beaucoup faible que prévu au premier semestre de 2001 et que, par voie de conséquence, celle du commerce a fortement ralenti alors qu'on tablait encore en début d'année sur une croissance de 7 % pour l'année. Depuis lors, les choses se sont encore détériorées. La croissance économique en Europe et en Asie a chuté, l'économie japonaise s'enlise dans la stagnation et, suite aux événements du 11 septembre, l'économie américaine est en chute libre. Tout ceci n'augure rien de bon.

Croissance de la production et du PIB, 1990-2000

(variation annuelle en pourcentage)

	PIB	Exp.	Imp.
Monde	2,8	7,0	7,0
Pays en développement	4,5	9,0	8,0
Amérique du Nord			
États-Unis	3,2	6,5	8,5
Canada	2,7	9,0	9,0
Mexique	3,5	14,5	13,0
Amérique latine*	3,1	5,5	8,5
Union européenne	2,0	6,5	6,0
Afrique	2,3	5,0	4,0
Asie	3,2	8,0	7,5
Japon	1,3	3,0	5,5

Source : OMC, 2001

* : Mexique non inclus

- Le 31 octobre, c'était au tour de la Banque mondiale de publier son rapport sur les perspectives de l'économie mondiale, *Global Economic Prospects and the Developing Countries 2002 : Making Trade Work for the World's Poor*. On serait tenté de dire à la lecture du document que les perspectives à court terme sont sombres pour les pays en développement, mais que l'avenir s'annonce radieux, à condition toutefois que les pays membres de l'OMC s'engagent dans une refonte de l'architecture du commerce mondial et que, les pays développés, en particulier les États-Unis, le Japon et le Canada explicitement pointés du doigt, emboîtent le pas de l'Union européenne avec son programme, *Tout sauf les armes*, d'accès préférentiel aux pays les moins avancés. Pour les auteurs du rapport, en effet, la situation des pays en développement sera extrêmement difficile cette année, mais "les perspectives à long terme sont prometteuses". Quatre facteurs sont mentionnés à cet effet : une meilleure gestion macro-économique, une hausse de l'épargne, une transparence accrue, et une plus grande diversification. Ceux-ci proposent quatre séries de mesures commerciales pour aller dans le sens du développement et de la réduction de la pauvreté : lancer un nouveau cycle de négociations commerciales, en accordant la priorité aux produits agricoles et aux textiles ; prendre des mesures concertées au plan international pour accroître les échanges en dehors du cadre de l'OMC ; encourager les pays à revenu élevé à adopter des mesures propres à favoriser le commerce ; et, pour les pays en développement, engager de nouvelles réformes commerciales dans le but d'accélérer le processus de développement et de développer les échanges Sud-Sud.

- En attendant la rencontre ministérielle de l'OMC à Doha, du 9 au 13 novembre prochain, chacun fourbit ses armes, à commencer par le Représentant au Commerce des États-Unis, Robert B. Zoellick, qui, d'un discours à l'autre, en rajoute toujours davantage et parle

maintenant de l'économie de marché internationale, dont le commerce et l'OMC sont des éléments vitaux, comme d'un antidote contre le "rejectionnisme violent". Pour le représentant au Commerce, le lancement d'une nouvelle ronde de négociation répond à trois préoccupations. Tout d'abord, il s'agit d'adapter les règles commerciales aux évolutions du commerce international ; ensuite, il s'agit par le commerce de relancer la croissance de l'économie mondiale ; enfin, il s'agit, pour soutenir la coalition contre le terrorisme, d'accorder une attention particulière aux problèmes que connaissent les pays en développement. Chacun, aux États-Unis, y va de son petit discours pour démontrer à quel point le commerce profite aux pays en développement. Ainsi, le Département du Commerce a produit un rapport qui montre que les pays en développement profitent de l'ouverture du marché américain, les pays ayant profité le plus sont, en dehors du Mexique et de la Chine, l'Inde, l'Indonésie, la Malaisie, le Pakistan, la Tanzanie et la Thaïlande.

Différends commerciaux

• États-Unis

Malgré les discours grandiloquents sur le commerce et la libéralisation des échanges de septembre, le Représentant au Commerce, Robert B. Zoellick, a décidé, comme tout le monde s'y attendait, de faire appel de la décision de l'Organe de règlement des différends de l'OMC condamnant les États-Unis pour leur régime fiscal en faveur des entreprises américaines opérant dans les centres *offshore*. Pour l'OMC, ce régime fiscal, qui exonère les activités extraterritoriales (*Extra Territorial Income Exclusion*), est assimilable à une subvention déguisée. Les États-Unis avaient déjà été condamnés en septembre 1999, mais le rafistolage qui avait été fait en novembre 2000 par l'administration Clinton avait de nouveau été contesté par l'Union européenne et, de nouveau, l'OMC lui a donné gain de cause, en juin de cette année. Le différend commercial est le plus

important conflit commercial de toute l'histoire de l'OMC. On estime que ce n'est pas moins de la moitié des exportations américaines qui profitent de ce traitement fiscal en faveur des « sociétés de ventes à l'étranger » (*Foreign Sales Corporations*), et que, si des sanctions doivent être prises, elles pourraient s'élever à 4 milliards de \$ É.U. environ, sous forme de droits de douane. C'est tout dire de l'importance des enjeux !

On pensait à la mi-octobre, après que le Département du Commerce ait décidé de reporter de deux semaines sa décision sur l'imposition de droits compensateurs, que les négociations sur le bois d'œuvre allaient peut-être connaître un dénouement heureux. Manifestement, ce n'est pas le cas. Au contraire, le Département du Commerce en rajoute et impose des droits anti-dumping de 12,6 % en moyenne. Celui-ci a déjà imposé des droits de douane de 19,1 %. Il ne s'agit que d'une décision préliminaire, la décision finale devant être rendue en mars 2002, mais d'ores et déjà, cette décision entraîne un surcoût de plus de 30 % pour l'industrie canadienne, ce dont ne peuvent que profiter les producteurs américains dans la conjoncture économique difficile que l'on connaît. Rappelons que l'accord bilatéral entre les deux pays est venu à échéance le 30 mars dernier et que les exportations canadiennes de bois d'œuvre sont de l'ordre de 10 milliards de \$ par année. Le gouvernement canadien commence à envisager l'imposition d'une surtaxe à l'exportation comme solution pour dénouer le conflit. (Pour un historique du différend, voir le site du MAECI : <http://www.dfait-maeci.gc.ca/~eicb/softwood/lumber-f.htm>).

L'acier est un autre dossier qui continue de faire parler de lui. Malgré les décisions défavorables de l'OMC, les États-Unis sont décidés, dans ce dossier également, à aller de l'avant, soulevant l'ire, notamment, de l'Union européenne, du Japon et de la Corée. La Commission américaine du commerce international, (US International Trade Commission) a en effet

annoncé vers la fin du mois d'octobre que l'industrie sidérurgique américaine était menacée de concurrence déloyale pour 12 produits. Le rapport final doit être transmis au président d'ici la mi-décembre, mais d'ores et déjà tous les pays concernés n'ont pas manqué de dénoncer le protectionnisme américain, la fausseté des chiffres invoqués, et l'absence de volonté d'une industrie à se restructurer.

- **Canada**

Au Canada, maintenant, la saga Bombardier-Embraer se poursuit, et tend à tourner à l'avantage de la protagoniste brésilienne. L'OMC a en effet rendu une décision intérimaire peu après la mi-octobre exigeant que le Canada annule les quelque 1,7 milliards de \$ É.U. en subsides publics offerts à la compagnie Air Wisconsin Inc. en vue de faciliter l'achat d'aéronefs de Bombardier. La décision vient condamner les opérations réalisées par la *Corporation de développement des exportations* (CDE/EDC), accusée à différentes reprises par le Brésil de subventionner de manière déloyale la compagnie Bombardier, notamment après que celle-ci ait arraché de haute lutte l'an dernier le fructueux contrat de Northwest, grâce aux 1,7 milliards de \$ É.U. offerts par la CDE. Par la même occasion, l'OMC a également indiqué que le Canada avait violé les règles du commerce international, à deux reprises : lors de la transaction entre Bombardier et la compagnie aérienne espagnole Air Nostrum (cette dernière ayant bénéficié d'une subvention de 100 millions de \$ É.U.), et lors de la vente de jets de la Bombardier à la firme Delta Air Lines Inc. en 1996, subventionnée à plus de 880 millions de \$ É.U. La décision de l'OMC a évidemment été reçue comme une nouvelle victoire par les autorités commerciales brésiennes, qui demandent rien de moins que le démantèlement de la CDE et l'annulation des financements offerts à Wisconsin comme à Northwest. Par contre, la décision provisoire de l'OMC ne vise pas les programmes de subventions aux exportations des provinces canadiennes, du

Québec en particulier. La décision finale de l'OMC devrait être connue d'ici peu, et celle-ci sera plus que probablement portée en appel par le Canada, pour un autre round dans cette joute commerciale qui dure maintenant depuis cinq ans.

- **Mexique**

L'Organe d'appel de l'OMC a confirmé la décision rendue par le panel d'arbitrage de l'organisation et a décidé, à la fin octobre, que les droits anti-dumping imposés par le Mexique sur le sirop de maïs à haute teneur en fructose (HFCS) de provenance états-unienne contrevenaient aux règles du commerce multilatéral. L'OMC estime en outre que le Mexique n'a pas donné suite aux décisions qui avaient été prises précédemment dans cette affaire, en cours depuis janvier 1998. Le Mexique se voit donc contraint de supprimer ses quotas à l'importation de sirop américain et de rétablir la libre circulation de ce produit.

- **MERCOSUR**

Au MERCOSUR, on ne sait plus trop bien si on fait de bonne foi du surplace ou si on fait seulement semblant de discuter d'intégration. Toujours est-il que les pourparlers sur des questions commerciales élémentaires s'éternisent et que l'on discute davantage de nouvelles mesures de protection que d'ouverture des marchés. Ce qui est sûr, c'est que personne ne veut reconnaître ouvertement la crise que traverse actuellement le marché commun, tout le monde s'évertuant à faire comme si celle-ci était une chose et l'intégration économique en était une autre.

Les Ministres et les gens d'affaires du MERCOSUR se sont en effet réunis dans la seconde semaine d'octobre, à Brasília et Sao Paulo, pour une autre ronde de discussions sur les modalités de mise en place du marché commun. L'épineuse question de la monnaie unique a même été abordée, laquelle serait adoptée dans cinq ans.... Les représentants du Brésil et de l'Argentine y ont aussi largement abordé le problème de la dévaluation continue de la monnaie

brésilienne et ses effets sur le commerce entre les deux pays, explorant diverses options, allant de la compensation aux quotas, afin de protéger les secteurs sensibles (surtout argentins,) à une intensification des échanges bilatéraux. Les deux pays ont d'ailleurs signé un nouvel accord permettant d'établir des mesures de sauvegarde (en vigueur à partir de la fin novembre) qui permettraient ainsi de mettre à l'abri les producteurs argentins contre la concurrence sauvage des produits brésiliens. Les producteurs de chaussures, meubles, textiles, volailles, porcs, jouets et papier, pour ne mentionner qu'eux, bénéficieront particulièrement de cette nouvelle entente.

Par ailleurs, et curieusement puisqu'on s'attendrait à ce que les statistiques commerciales aient été depuis belle lurette "normalisées" dans la région, l'Argentine et le Brésil se sont entendus pour instaurer une "base de données" permettant de spécifier quels produits étaient importés et exportés par chacune des entreprises oeuvrant dans les deux pays, ainsi que leur quantité. Les représentants des deux pays ont aussi abordé le thème de l'étiquetage des produits de provenance argentine, en vue d'accélérer les transactions douanières. Les négociateurs argentins ont souhaité que le Brésil soit officiellement représenté par un représentant au commerce, en l'occurrence l'ambassadeur José Botafago Gonçalves.

Aux derniers jours d'octobre, une entente a enfin été conclue entre les membres du MERCOSUR sur l'intégration du secteur automobile, laquelle est maintenant prévue pour... le 1er janvier 2006. Un tarif extérieur commun (TEC) a été établi, de l'ordre des 35 % pour tous les produits, exception faite des tracteurs et machineries agricoles pour lesquels le TEC est établi à 14 %. Les pièces automobiles qui ne sont pas fabriquées dans le MERCOSUR paieront un droit d'entrée de 2 %. L'Argentine et le Brésil se sont accordés pour qu'un mécanisme d'évaluation trimestrielle du commerce bilatéral sectoriel

soit instauré pour 2006, et ont ainsi évité de spécifier des quotas à l'échange de produits automobiles. Les produits automobiles en provenance du Paraguay et de l'Uruguay et dirigés vers les marchés argentin et brésilien devront toutefois respecter des quotas, dont la limite augmentera annuellement. Le commerce d'automobiles et pièces constitue près d'un tiers des échanges intra-régionaux dans le MERCOSUR.

Varia

On serait presque tenté de dire "qui dit vrai ?". Le Forum économique de Davos a publié dernièrement son rapport sur la compétitivité globale (*Global Competitiveness Report*). Préparé par deux économistes de renom de Harvard, Michaël Porter (*Institute for Strategy and Competitiveness*) et Jeffrey Sachs (*Center for International Development*), le rapport classe les pays selon leur compétitivité relative. Arrivent en tête pour 2001, la Finlande, Les États-Unis, le Canada, Singapour et l'Australie. En 2000, ces pays

se classaient, respectivement, au cinquième, au premier, au sixième, au deuxième et au onzième rang. L'IMD (*International Institute for Management Development*), qui utilise une méthodologie assez comparable (indicateurs quantitatifs et enquêtes auprès des entreprises), n'arrive pas au même classement. Pour 2001, le classement opéré par le *World Competitiveness Report* s'établit comme suit : États-Unis, Singapour, Finlande, Luxembourg et Pays-Bas. En 2000, ces cinq pays étaient, respectivement, classés au premier, deuxième, quatrième, sixième et troisième rang. Le Canada, quant à lui, se classe au neuvième rang, une place de moins qu'en 2000. Les différences importantes entre les deux palmarès soulève certaines questions, à commencer de méthodologie. De tels indices sont utiles, mais, à tout le moins, de tels écarts devraient peut-être inciter les gouvernements à plus de réserve quant à l'utilisation qui en est faite et leurs concepteurs à peut-être un peu plus de modestie.

Brèves hémisphériques

Institutions régionales

Le *Panorama social de l'Amérique latine 2000-2001* de la CÉPALC est en partie disponible sur le site de l'organisme depuis la fin septembre (au <http://www.eclac.org>). Le document indique entre autres que les taux de pauvreté connus dans la région ont été réduits dans la dernière décennie, même si 43,8 % de la population, surtout concentrée dans les zones rurales, vivait encore en 1999, dernière année de référence de l'étude, dans l'extrême pauvreté. La CÉPALC considère que le Mexique, la République dominicaine et la plupart des pays d'Amérique centrale ont montré des progrès en matière de lutte contre la pauvreté, tandis que seuls le Chili, le Brésil et le Panama ont connu de nettes

réductions de leur taux de pauvreté respectifs pendant cette dernière décennie, et que la Colombie, l'Équateur, le Paraguay et le Venezuela montraient des résultats inverses.

Une version abrégée du rapport de la BID sur le *Progrès économique et social en Amérique latine* est maintenant en ligne (au <http://www.iadb.org>). L'organisme y attire principalement l'attention sur le fait que la piètre qualité des systèmes d'éducation et des institutions publiques continue de miner la compétitivité de la région. La conclusion est pour le moins gênante puisque les mobilisations sociales les plus revendicatives des dernières années en Amérique latine, comme la grève interminable de l'UNAM à Mexico ou le

tollé des étudiants en Argentine contre les coupures au système d'éducation, ont justement été organisées en vue de bloquer les réformes demandées par la BID ou la Banque mondiale.

Amérique centrale

- La Banque centro-américaine d'intégration économique (BCIE) a octroyé au début d'octobre au Costa Rica un montant de 150 000 \$ É.U. non-remboursable, et ce, pour venir en aide aux petits producteurs agricoles et de bétail suite à la vague de sécheresse dans le pays. Depuis juillet 2000, la BCIE (dont sont membres les cinq pays d'Amérique centrale ainsi que l'Argentine, la Chine, la Colombie et le Mexique) a canalisé plus d'un demi-milliard de \$ É.U. vers la région.

Par ailleurs, lors d'une rencontre qui s'est tenue à Washington le 26 octobre dans les locaux de la BID, la délégation des pays d'Amérique centrale et de la République dominicaine ont tenu à réitérer leur engagement à maintenir la stabilité macro-économique mais ont demandé à ce que les institutions financières multilatérales accélèrent les déboursements et augmentent leur contribution financière pour aider les pays de la région à faire face à la crise du café et à la détérioration de la conjoncture économique internationale. La plupart de ces pays traversent en effet une crise profonde, qu'aggravent le ralentissement de l'économie mondiale, la chute des prix du pétrole et le désintérêt des investisseurs étrangers pour la région en raison des risques financiers. La plupart des pays s'attendent maintenant à une chute du tourisme, au recul de l'activité dans le secteur de la maquila, et à une baisse des revenus de transfert en provenance des émigrants installés aux États-Unis. Trois pays, le Honduras, le Guatemala et le Nicaragua, sont particulièrement touchés par l'effondrement des prix du café, qui ont atteints les niveaux les plus bas depuis 30 ans, et un pays, Belize a été ravagé par l'ouragan Iris. Réponse des institutions

financières internationales présentes : des mécanismes de soutien financier existent déjà, que ce soit pour venir en aide à des problèmes temporaires de balance des paiements ou pour appuyer les programmes de réformes structurelles ou les programmes sociaux. On a simplement évoqué la possibilité de rediriger certaines ressources disponibles vers les pays qui avaient des besoins urgents et d'explorer de "nouveaux instruments financiers".

- Tandis que le pays était sous étude au Fonds monétaire international (FMI) pour déterminer si le programme de réduction de pauvreté et de facilitation de la croissance (*Poverty Reduction and Growth Facility* — PRGF) avait été mis en oeuvre et débloquent ainsi une nouvelle tranche de crédit (21 millions de \$ É.U. sur les 83 millions restants), le Honduras s'efforce à montrer sa bonne foi en matière de libéralisation commerciale. Le Congrès du Honduras a en effet ratifié au début octobre l'accord de libre-échange avec l'Amérique centrale et la République dominicaine signé depuis 1998, ainsi qu'une entente commerciale avec la Colombie prévoyant l'inclusion de nouveaux produits, comme le lait et le bois, dans les échanges bilatéraux.

La BID a aussi décidé à la mi-octobre de soulager le Honduras de près de 50% du service de sa dette extérieure, en inscrivant le pays sur la liste des pays bénéficiant de l'Initiative en faveur des pays très endettés (HIPC). La Banque a notamment approuvé un prêt sectoriel de 30 millions de \$ É.U., qui sera alloué à la Stratégie de réduction de la pauvreté du gouvernement, et débloquent un montant de 133 millions de \$ pour couvrir une partie du service de la dette du pays.

- Au Salvador, le Congrès a ratifié au début d'octobre une entente de libre-échange avec le Chili, qui entrera en vigueur avant la fin de cette année. En l'an 2000, les exportations salvadoriennes vers le Chili ont à peine atteint les 1,5 millions de \$ É.U., en contrepartie des 22 millions de \$

d'importations en provenance de ce pays. Les autorités salvadoriennes espèrent créer plus de 5000 emplois grâce à ce nouveau traité.

MERCOSUR

- Les représentants au commerce de la Communauté andine (CAN) et du MERCOSUR se sont rencontrés à la troisième semaine d'octobre pour échanger de l'information sur les tarifs en vigueur et les chiffres au commerce, discuter de thèmes tels que les tarifs de base et le secteur agricole, et procéder à la définition des listes des produits inclus dans un accord inter-régional et la rédaction de listes spéciales pour l'Équateur et le Panama. À l'issue de la réunion, des groupes de travail ont été établis en vue de faire avancer les négociations sur les règles d'origine, la résolution des différends, les mesures sanitaires et phytosanitaires. Les deux blocs régionaux espèrent conclure les négociations en vue d'un accord de libre-échange d'ici le 1^{er} janvier prochain.

Pour ce qui va du premier semestre de l'an 2001, les exportations de la CAN vers le MERCOSUR ont chuté de près 10 % par rapport au même semestre de l'an 2000. Seuls la Bolivie et le Pérou ont vu leurs exportations vers le Marché commun augmenter. Les importations de la CAN en provenance du MERCOSUR ont par contre nettement augmenté pendant la même période (+ 18 %), une situation que les pays andins souhaiteraient clairement équilibrer.

- Le 5 octobre, le FMI a entériné le deuxième rapport de progrès de l'Uruguay et accepté de lui octroyer une deuxième tranche de crédit, d'environ 193 millions de \$ É.U., dans le cadre de l'accord de confirmation approuvé le 31 mai 2000. L'organisme juge satisfaisants les progrès dans la mise en œuvre des mesures de stabilisation et des réformes, et ce, malgré les difficultés que traverse le pays. Dans le

programme économique qui accompagnait l'accord, le gouvernement de l'Uruguay et le FMI tablaient sur un taux de croissance de l'économie de 2 % en 2000 et de 4 % en 2001. Ces objectifs n'ont pas été atteints. La croissance économique n'a été que de 0,4 % au quatrième trimestre de 2000, et de 1,8 % au premier trimestre de 2001. La dégradation de la conjoncture et les problèmes de santé dans le pays avaient obligé le gouvernement à réviser ses prévisions, ainsi que celui-ci en fait état dans la lettre d'intention et le memorandum adressé au FMI, le 12 septembre dernier. Malgré ces problèmes, l'institution financière internationale note avec satisfaction que le gouvernement s'est engagé à poursuivre les réformes en cours et à corriger les déséquilibres financiers provoqués par la mauvaise conjoncture. Le gouvernement demeure confiant de contenir le déficit budgétaire pour cette année entre - 2,6 % et - 3,3 % du PIB.

Pérou

À la suite de la rencontre de la BID à Madrid, à laquelle des représentants de 18 pays et huit institutions économiques internationales étaient réunis, la communauté internationale présente s'est entendue pour offrir un milliard de \$ É.U. au nouveau gouvernement Toledo au Pérou, en vue de financer le Programme d'urgence sociale, orienté sur la reprise économique et la gouvernance démocratique. Le programme prévoit des mécanismes de participation des citoyens à l'élaboration des projets d'assistance sociale et économique mis de l'avant. La BID, la CAN et la Banque européenne d'investissement (BEI) ont également manifesté leur intention de faciliter l'attribution de nouveaux crédits au gouvernement Toledo. Près de 54,5 % de la population péruvienne vit en dessous du seuil de pauvreté et 15 % de population vit une situation de pauvreté extrême.